

Saint-Pierre-des-Corps, le 12 novembre 2008



Marie-France BEAUFILS

Aux élus d'opposition de La Ville aux Dames

---

SENATRICE  
D'INDRE ET LOIRE

---

Madame,  
Monsieur,

Vous me faites part de vos inquiétudes sur l'avenir de l'école et je dois dire que je partage votre sentiment, tout comme les 68% des Français qui considèrent que les suppressions de postes auront un impact négatif sur la réussite scolaire. Cette austérité qui touche tout particulièrement l'éducation nationale est la suite logique de la suppression d'un fonctionnaire sur deux dans la fonction publique. Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. En supprimant la carte scolaire, en réorganisant le temps scolaire, en remettant en cause les maternelles, en voulant imposer le service minimum ce gouvernement participe à la désarticulation de l'école.

Ces réformes façonnent le projet de la droite, en visant l'employabilité plutôt que l'objectif de haut niveau de connaissance pour tous. Elles mettent en œuvre la feuille de route tracée par la commission européenne dans le cadre de l'agenda de Lisbonne signé en 2000 afin de construire « l'économie de la connaissance la plus compétitive et plus dynamique du monde ». Cette destruction des services publics et cette vision mercantile ont été confirmées dans le Traité de Lisbonne sur lequel j'ai été la seule à m'opposer comme parlementaire en Indre-et-Loire. Ce sont bien l'ensemble de ces textes qui ont inspiré Nicolas Sarkozy et le gouvernement Fillon pour mettre en place ces réformes marquées du sceau des politiques libérales.

Je me suis élevée, comme Maire de Saint-Pierre-des-Corps et comme Sénatrice contre l'ensemble de ces mesures. J'ai écrit au Ministre Darcos dès la rentrée des classes pour protester contre le décret 2008-463 du 15 mai 2008 qui « pris dans la précipitation, malgré l'opposition des acteurs de l'éducation, mais également des chercheurs en Science de l'Education ou spécialistes des rythmes de l'enfant, va supprimer des heures de classe sans que les dispositifs de soutien qui l'accompagne ne parviennent à s'organiser sur les écoles de notre ville » et aussi dès le 20 mai dernier pour lui faire part de nos craintes sur la mise en place du Service Minimum à l'école.

Permanence Parlementaire – 35 rue Bretonneau – BP 5805 – 37058 TOURS CEDEX  
Attaché Parlementaire : Luis LOPEZ – ☎02 47 20 09 12 fax 02 47 63 43 22  
e-mail : [mariefrance.beaufils@wanadoo.fr](mailto:mariefrance.beaufils@wanadoo.fr) ou [luis.a.lopez@wanadoo.fr](mailto:luis.a.lopez@wanadoo.fr)

Consultez notre Site : [marie-francebeaufils.org](http://marie-francebeaufils.org)

Je me suis adressé dans le même temps au Président de la République considérant que ce texte était une remise en cause du droit de grève, de plus je lui précisais qu'il « n'est pas de la responsabilité de nos collectivités d'assurer une ouverture des écoles à la place de l'éducation nationale. »

Je voudrais m'attarder quelques instants sur les répercussions de la crise financière sur l'ensemble de nos services publics. Le 15 octobre dernier je portais, au nom de mon groupe au Sénat, la question préalable sur le plan Sarkozy pour « sauver les banques » Je rappelais qu' « il n'y a aucune urgence à renflouer les spéculateurs et ceux qui nous ont conduits là où nous en sommes aujourd'hui. Une dépense de 360 milliards d'euros, pour qui, et pour quoi faire ? Nos interrogations persistent après le débat à l'Assemblée nationale. **Une telle somme est l'équivalent du budget de l'éducation nationale ! Elle exige d'importantes garanties en contrepartie.**

*Car il faut rappeler une évidence, que le Gouvernement et sa majorité ont du mal à percevoir : le krach boursier résulte d'une politique à long terme, qui s'est détournée du développement économique et industriel pour favoriser les profits financiers. La bulle financière qui vient d'éclater est la conséquence des politiques mises en œuvre à partir de la fin des années 1970, sous l'impulsion de Reagan et de Margaret Thatcher. Le modèle libéral anglo-saxon s'est vite imposé, et un intense travail idéologique a été entrepris pour faire croire que la préservation du secteur public conduisait à la stagnation, que l'intérêt général était une notion conservatrice, et que l'individualisme exacerbé, la réussite sociale et l'argent étaient des valeurs de progrès. Le chacun pour soi, la concurrence et l'enrichissement sont devenus les valeurs cardinales de nos sociétés. »*

Il s'agit bien aujourd'hui de savoir comment l'on veut orienter l'argent. C'est le débat que nous devons avoir avec l'ensemble de nos concitoyens pour savoir si nous souhaitons des services publics mieux adaptés ; l'école fait partie de ces enjeux.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, mes sentiments les plus distingués.

Madame Marie-France BEAUFILS  
Sénatrice-Maire



Permanence Parlementaire – 35 rue Bretonneau – BP 5805 – 37058 TOURS CEDEX  
Attaché Parlementaire : Luis LOPEZ – ☎02 47 20 09 12 fax 02 47 63 43 22  
e-mail : [mariefrance.beaufils@wanadoo.fr](mailto:mariefrance.beaufils@wanadoo.fr) ou [luis.a.lopez@wanadoo.fr](mailto:luis.a.lopez@wanadoo.fr)

Consultez notre Site : [marie-francebeaufils.org](http://marie-francebeaufils.org)